



Hong Kong, le 17 décembre 2005

Bonjour

Il est 21 h à Hong Kong. Ce soir la réunion avec la ministre française du commerce, Mme Lagarde a été annulée. Elle ne pouvait accéder au Centre de Conférence bloqué par les manifestants.

Cet après-midi, nous avons pris connaissance de la nouvelle version du texte de la conférence qui sera ou non approuvé d'ici demain midi. Ce texte est toujours à l'opposé des revendications des coordinations dont nous faisons partie (Coordination Sud, FINE) et de celles des paysans du Sud et du Nord. Et pourtant, la société civile qui n'est pas écouté par les négociateurs continue à se renforcer. Aujourd'hui, les choses ont encore avancé du côté du monde agricole. Des représentants d'organisations paysannes d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique Latine et du Nord qui ont parfois des stratégies différentes se sont mis d'accord sur une plate-forme de revendication commune que nous pouvons résumer par le droit à la souveraineté alimentaire.

Pour en savoir plus, vous trouverez ci-dessous le compte rendu de leur conférence de presse.

## Pas d'accord sur l'agriculture mais un accord entre les paysans du monde entier

*Samedi 17 décembre, conférence de presse rassemblant des paysans d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud. D'une même voix, ils ont dénoncé les méfaits de l'OMC et rappelé que la seule issue était de réguler l'agriculture et de mettre en œuvre la souveraineté alimentaire.*

Gérard Renouard est producteur français de lait, céréales et viande bovine, membre de la FNSEA et président de l'AFDI (Agriculteurs français pour le développement international). Il a exprimé ses certitudes sur ce qui est bon et moins bon pour le monde agricole :

- la libéralisation totale qui inspire la négociation internationale et vers laquelle tout devrait tendre est une forme de folie qui ne peut aboutir qu'à diminuer le nombre de paysans par leur élimination progressive ;
- tous les citoyens du monde ont le droit autour d'eux à une agriculture solide et vivante. L'agriculture a une dimension nourricière et remplit beaucoup d'autres fonctions : elle est facteur de lien social et garante des cultures et de la préservation des ressources naturelles ;
- les agricultures dans le monde sont extrêmement diverses. Elles bénéficient de conditions politiques, économiques, climatiques, d'accès à l'information, à la formation, aux intrants, aux semences et aux crédits tellement différents que c'est un non sens de les mettre ensemble sur le même marché. La notion de marché mondial n'a pas de sens. C'est pourquoi nous militons pour la mise en place d'ensembles de pays qui aient accès aux mêmes biens et services et aux possibilités de commercer ;
- à l'intérieur de ces pays les paysans doivent pouvoir se protéger comme nous avons su le faire en Europe. Ce qui a été bon pour nous ne peut pas être considéré comme mauvais

quand il s'agit d'autres pays. L'enceinte de l'OMC en voulant enlever toute protection comme les droits de douane etc. ne va pas dans le bon sens.

Alberto Broch, Contag Brésil, représente également une confédération d'agriculteurs, la COPROFA qui relie des dizaines de milliers de paysans dans 7 pays d'Amérique latine. La présence de la COPROFA à l'OMC vise à dénoncer la situation des paysans qui n'ont pas accès à la nourriture. Les négociateurs doivent entendre ceux qui produisent pour l'alimentation. Nous devons défendre l'agriculture familiale dans le monde entier spécialement dans les pays en développement qui ont besoin d'un traitement spécial et différencié. Il ne doit y avoir aucun accord si cet accord doit contraindre les politiques à ne pas mettre en place leur propre politique. Nous sommes prêts à nous mobiliser dans le monde entier pour que la dignité de millions de personnes soit prise en compte.

Altermir Tortelli – producteur de lait au Brésil, coordinateur de la Fetraf

Pour Altermir Tortelli, parler d'une seule voix entre des paysans de différents pays est un événement historique. Les organisations paysannes commencent à se concerter car elles se rendent compte que la logique de l'OMC ne marche pas et ne peut répondre aux attentes de la société.

Altermir est venu du Brésil qu'il qualifie comme le vrai Brésil, c'est-à-dire celui où vivent 90 % des agriculteurs familiaux qui produisent pour le marché interne et où 80 % des agriculteurs au Brésil sont dans une situation précaire.

Plus d'un million de producteurs de lait sur 1,8 millions seront exclus de la production de lait si le Brésil ouvre ses frontières alors que le Brésil souffre déjà de la concurrence des pays voisins dont l'Argentine. C'est pourquoi Altermir réaffirme la nécessité :

- d'établir le droit à la protection des marchés ;
- de définir des prix rémunérateurs ;
- de reconnaître la fonction des agriculteurs familiaux qui peuvent nourrir leur peuple.

NDiogou Fall est le président du ROPPA qui fédère plus de 35 millions de paysans africains. L'Afrique est le continent où la population est la plus pauvre. C'est le résultat d'un processus qui a amené les populations à ne plus vivre de leur agriculture. Elles ne sont plus capables de vendre leurs produits sur leurs propres marchés. Des millions d'agriculteurs quittent la campagne pour les villes ou l'immigration. C'est pourquoi NDiogou réaffirme son opposition à tout accord visant à libéraliser le marché, réclame le droit pour chaque pays de se protéger et dénonce les politiques du FMI et de la Banque Mondiale qui ont enclenché le processus de libéralisation.

André Beaudoin est membre de l'Union des producteurs de lait du Québec. Pour lui, l'OMC pose deux problèmes :

- le premier problème concerne les principes de base qui ont lancé le cycle de Doha. On veut faire croire que la libéralisation va accroître le revenu alors que depuis que le commerce s'est libéralisé, les prix ont baissé. On oublie dans cette négociation que ce n'est pas en multipliant les marchés que la consommation va augmenter et remplir les objectifs du millénaire ;
- le deuxième problème concerne la référence à la souveraineté des nations. Pendant qu'on cherche à accroître la démocratie, ce sont des technocrates qui décident de l'alimentation mondiale alors qu'il faut défendre la souveraineté politique.

C'est pourquoi, André Beaudoin exige que l'OMC revienne sur des principes fondamentaux.

George Naylor est agriculteur aux Etats-Unis et membre du National Family Farm Coalition, NFFC. Il y a une trentaine d'années, il a adhéré à l'association des producteurs de céréales de son Etat et est devenu membre du conseil d'administration. Comme tous ses collègues, il pensait que les agriculteurs allaient bénéficier du libre échange. Pour cela, il fallait des prix compétitifs. Résultat, les prix ont baissé tout comme ses revenus. Il est ainsi clair que les politiques de libre échange ne permettent pas de maintenir le revenu. On rentre dans un cercle vicieux qui conduit à produire plus, à utiliser de nouveaux intrants, de nouvelles technologies pour compenser la baisse des revenus. La seule politique agricole viable aux Etats-Unis est celle qui existait avant la création de l'OMC : un prix plancher était fixé et obligeait les entreprises à payer un prix minimum, un système de gestion de l'offre et de la

demande permettait de gérer l'offre et la demande. La souveraineté alimentaire doit être une réalité dans tous les pays. Chaque pays doit pouvoir produire sans que son marché connaisse des prix inférieurs aux coûts de production.

Hildegunn Gjengedal représente la Fédération des coopératives agricoles de Norvège. En Norvège, l'agriculture n'est pas très importante. La libéralisation des marchés agricoles ne bénéficie aucunement à la majorité des producteurs du monde. Les agriculteurs familiaux ne gagneront pas avec un marché plus ouvert. La production est destinée à 90 % des marchés locaux. L'agriculture permet de fournir des produits de base et rend un grand nombre de services. Tous les pays devraient produire pour leur marché local et national. C'est pourquoi, chaque pays doit pouvoir protéger son agriculture.

M Chochuemon est producteur de riz au Japon. Il est membre du conseil d'administration d'un syndicat d'agriculteurs qui compte 30 000 membres. Son exploitation a une superficie de 2,5 hectares alors que la moyenne des exploitations est de 1,5 hectare. Avant l'entrée du Japon à l'OMC, il faisait partie des paysans qui gagnaient bien leur vie. Aujourd'hui, ses revenus sont faibles car le prix du riz et des légumes a chuté. Les importations de riz ont été multipliées par 8 et celles de légumes par 3 ou 4. Le Japon importe 60 % de sa consommation alimentaire. Le gouvernement avec sa politique d'ouverture des marchés ne laisse pas la possibilité aux agriculteurs de continuer à produire. Il a rejoint ces discussions avec des agriculteurs du nord et sud dans un souci de solidarité. Pour lui, aucun agriculteur ne bénéficie de cette politique ; seules, de grandes entreprises sont gagnantes. Et il rappelle que le vendredi 16 décembre, le ministre de l'agriculture a annoncé qu'il était prêt à donner 10 milliards d'aide aux pays les moins développés pour l'aide au commerce. Ce joli cadeau est comme un gâteau empoisonné. C'est pourquoi, les agriculteurs du monde entier doivent s'unir pour protéger l'agriculture familiale.

Xavier Beulin représente le Copa, regroupement de 25 organisations européennes.

Xavier Beulin rappelle que mardi 13 décembre, différentes organisations paysannes ont signé une déclaration commune. Même si cette dernière n'a pas été suffisamment comprise, elle a permis de faire entendre une voix commune sur la place commune que doivent occuper les agriculteurs. Le projet de déclaration proposée par M Lamy est une approche technique inacceptable. Qu'il s'agisse de protéger les marchés, de mieux réguler les échanges, aucune réponse de l'OMC est satisfaisante et le cycle de Doha risque de ne rien apporter de concret et d'affaiblir nos agriculteurs. Il faut insister sur le fait que l'agriculture ne peut pas être traitée comme les autres secteurs de production. Si l'OMC demeure une institution de techniciens sans prendre en compte une dimension politique, les interministérielles où nous ne travaillerons que sur des mesures techniques se poursuivront. L'accord actuel sur l'agriculture ne prend pas en compte nos préoccupations. Le soi disant cycle du développement va créer plus de pauvreté. C'est pourquoi, Xavier Beulin demande que des mesures soient prises pour garantir la protection des marchés locaux et réguler la demande sur les marchés nationaux et internationaux.